

LUTTE EN INFORMATIQUE

Fin décembre, une grève des étudiants et des enseignants a interrompu pendant plus de quinze jours les études d'informatique à la Faculté des Sciences de Paris.

L'INFORMATIQUE A LA FACULTE

1. Les études se déroulent suivant deux voies assez nettement séparées :

— l'institut de programmation proprement dit, forme des programmeurs en un an (P.A. déjà confrontés au problème de la sélection (cf. « ETUDIANT DE FRANCE » n° 2), ou en deux ans (P.E.) et des experts en traitements de l'information (E.T.I. en quatre ans). Sur l'Institut plane la menace de sa transformation en IUT., et par là, de son expulsion de la Faculté ;

— la maîtrise qui conduit en principe à l'enseignement ou à la recherche, mais qui, en fait, comporte surtout des étudiants titulaires du D.U.E.S. qui espèrent obtenir plus tard un emploi bien rémunéré.

2. L'institut fonctionne sous la direction du professeur ARSAC, en liaison étroite avec le ministère, et qui prétend régler tous les problèmes par des discussions en tête-à-tête avec Zamansky, Guichard, etc. Pour lui, il faut toujours éviter « l'agitation ». Par ailleurs, il existe un Comité paritaire informatique, soit-disant plus efficace que les conseils d'UER, mais dont le seul rôle jusqu'à présent a été de cautionner les décisions prises par ARSAC, en particulier sur la sélection (examens l'an dernier, sélection P.A.).

3. De plus en plus d'étudiants se ruent sur l'informatique espérant avoir dans cette branche des débouchés sûrs et un enseignement intéressant. Nous ne savons pas ce qui attend les étudiants entrés cette année du point de vue des débouchés, mais pour ce qui est des conditions d'enseignement, elles sont catastrophiques : 70 enseignants pour 3.000 étudiants, du personnel technique en nombre dérisoire. Les assistants font le travail des professeurs et les T.D. sont souvent assurés par des étudiants de l'année supérieure

(moniteurs). De plus, à partir du moment où les travaux pratiques sont commencés, pour une partie des étudiants, le passage des programmes sur machine, fondamental pour l'enseignement de l'informatique, est quasi impossible, faute de moyens.

LA GREVE

C'est seulement lorsqu'il faut essayer de faire rentrer les P.A. (début décembre que les enseignants se rendent compte qu'ils n'en ont pas les moyens matériels. Ils décident alors de faire une semaine d'information (discussions dans les cours et T.D., conférence de presse) « susceptible de se prolonger par une grève ». Mais à partir du lundi 8 décembre, amphi après amphi, les étudiants vont tous se mettre en grève. Ce sont surtout les étudiants de deuxième année de maîtrise qui ont l'initiative de cette grève. Ils sont au courant des conditions déplorables d'enseignement et « veulent faire quelque chose » pour que ça change. Au départ, ils veulent simplement soutenir les revendications des profs (création de postes d'assistants, personnel technique, temps machine), mais ils se réservent leurs propres mots d'ordre. Ainsi, alors que le personnel de l'institut vote la grève reconductible chaque jour, il se crée un « Comité central de grève des étudiants en informatique ».

Ce Comité élabore une plate-forme revendicative et propose à une assemblée générale d'étudiants un moyen de faire aboutir ces revendications : l'envoi d'une délégation massive au ministère. Pour les camarades qui ont fait cette proposition, il s'agit de montrer là où on prend les décisions, c'est-à-dire au ministère, que les étudiants en informatique sont mobilisés et de faire une certaine publicité à la lutte. Ils se rendent compte que, pour avoir satisfaction, il faut mener des actions plus dures, plus spectaculaires que le simple fait de ne pas assister aux cours. Mais, étant donné que les étudiants sont peu mobilisés (les P.A. ne sont pas rentrés, un certain nombre d'étudiants, notamment en première année, ne se rendent pas vraiment compte des problèmes) et qu'ils se sentent assez

isolés, et craignent donc une répression à tout mouvement dans la rue, le principe de la délégation massive est rejeté par l'AG, qui décide l'envoi d'une délégation restreinte au ministère et l'organisation à la fac d'un meeting d'information envers les autres étudiants.

Dès lors, la lutte va retomber très rapidement. La preuve ayant été faite que les étudiants étaient assez peu mobilisés et la seule perspective donnée à la grève étant la discussion d'une délégation de trois étudiants avec un fonctionnaire de l'Education nationale, il est clair que les seuls résultats qui peuvent être obtenus le seront par ARSAC. C'est donc le seul ARSAC qui va mener les luttes !... Bien que les postes d'enseignants et de techniciens obtenus soient insuffisants par rapport à la plateforme minimum présentée par les profs, ceux-ci suspendent la grève pour reprendre les cours à la rentrée de janvier ; les étudiants suivent sans rien dire.

Le Comité de grève a été incapable de prendre une quelconque position sur la reprise du travail. C'est dû à ce qu'il n'a jamais été vraiment représentatif des étudiants en grève, n'importe qui allait à ses réunions, et qu'il n'a jamais pu mener les luttes de façon efficace. Il a été incapable de populariser les luttes à l'intérieur de la fac, de manière à obtenir le soutien des autres étudiants, l'échec du meeting d'information étant dû à ce que les problèmes des informaticiens n'étaient pas liés aux problèmes des autres. Quant à la popularisation à l'extérieur de la fac, elle n'a pu se faire, les journaux, comme c'était prévisible, refusant de passer les communiqués de presse du Comité de grève. Et pour nous la liaison étudiants-travailleurs, n'est pas réalisée par un meeting à la fac, organisé par le Comité « Unef Renouveau », avec un représentant de la C.G.T., devant 40 personnes.

C'est pourquoi il a paru nécessaire à un certain nombre de camarades d'informatique, de créer un C.A.-U.N.E.F., trouvant que ce C.A. a manqué pendant toute la durée de la grève. Son rôle aurait dû être de conduire la lutte sur des perspectives plus larges, de mobiliser les étudiants par un travail d'explication, de faire la jonction avec les professeurs progressistes, et le personnel technique, de faire une information sur l'extérieur, etc.

LA PRISE DE CONSCIENCE ET LES PERSPECTIVES DE LUTTE

La prise de conscience de la nécessité de ce C.A. a été un des points positifs de la lutte. Ce phénomène est lié à celui de l'élévation du niveau de conscience politique d'un nombre non négligeable d'étudiants. Pour eux, certaines illusions sont tombées, et ceci est très important pour la clarté des luttes à venir.

Tout d'abord le mythe du professeur d'informatique proche de ses élèves, avec qui on peut discuter de tout, n'a pas tenu longtemps. Ainsi,

lorsque la grève commence, ARSAC publie un communiqué déclarant que pendant qu'il poursuit « de délicates négociations » avec le ministère, cette initiative est particulièrement inopportune et qu'il « décline toute responsabilité quant aux effets néfastes qui pourraient en résulter ». D'autre part, beaucoup d'étudiants n'ont pas apprécié l'attitude de certains profs faisant grève, mais essayant de se servir des étudiants comme force d'appoint pour leurs revendications personnelles.

Pour ces profs là, il n'y avait pas de problème d'augmentation des crédits, mais de répartition des crédits au sein de la faculté. La lutte n'était donc pas menée contre le gouvernement, mais contre les profs des autres disciplines de la fac (physique, mécanique...) qui disposeraient de trop de crédits, voire, comme le déclarait un prof lors d'une A.G., contre les facs de lettres ! Heureusement, la plupart des étudiants ont compris que la lutte se menait contre le gouvernement et son plan d'austérité et que l'ennemi contre lequel il fallait faire face était le ministre.

Une question a également été soulevée, à l'occasion de cette lutte, sur l'organisation de l'enseignement de l'informatique en France : comment se fait-il que les crédits du Plan Calcul aillent aux nombreuses écoles privées qui forment des programmeurs en deux mois (et plus sûrement des chômeurs dans quelques années) plutôt qu'à l'Université ?

Ne faut-il pas y voir, à propos d'une discipline nouvelle, l'informatique, le projet gouvernemental de démantèlement de l'Université pour que l'enseignement soit dirigé d'une manière plus directe par le patronat ? Les écoles privées sont plus sûres du point de vue idéologique et leur enseignement est adapté aux besoins immédiats de l'industrie.

Ce qui nous amène au problème des débouchés. Dans ce domaine, une seule chose est sûre, c'est que les étudiants ne savent pas, en commençant leurs études, quels sont précisément les besoins de l'industrie en informaticiens. D'autre part, de très nombreux étudiants ont été amenés à choisir cette voie en raison de toute la propagande déversée sur le rôle de l'informatique et des informaticiens dans la société. Par ce moyen, les entreprises capitalistes espèrent peut-être avoir dans un temps assez bref des spécialistes en surnombre qui accepteront d'être payés à bas prix pour éviter le chômage.

Le C.A.-U.N.E.F. pourra être amené à étudier quel est réellement le rôle de l'informatique dans la société capitaliste, et en particulier son rôle idéologique. En effet, nous entendons et nous lisons depuis quelque temps que les ordinateurs vont pouvoir résoudre tous les problèmes, donc que la lutte des classes est dépassée, qu'elle n'a plus de raison d'être. Le patron qui veut licencier des ouvriers affirme que c'est l'ordinateur qui a pris la décision. Ce qu'il cache, c'est que l'ordinateur a pris cette décision non en fonction d'une quelconque rationalité, au-dessus des classes ou

d'un intérêt général, qui n'existe pas, mais en fonction des INTERETS de la CLASSE DOMINANTE. Certes, l'ordinateur raisonne logiquement, mais à condition d'admettre les principes du système, fondés sur le profit. Pour nous, un moyen de liaison avec les travailleurs pourra être d'expliquer à la population le rôle de l'informatique aujourd'hui, comme nos camarades de médecine ont expliqué en quoi la médecine était au service du capital.

Mais nous avons bien sûr, d'autres luttes à mener :

— Les problèmes matériels n'ayant pas été réglés, il est pratiquement certain que le mécontentement renaîtra, mais les étudiants ne se remettront en grève que s'ils voient de nouvelles perspectives. De plus, il va falloir être extrêmement vigilant quant aux menaces de Zamansky de n'accepter que 1.000 étudiants d'informatique à la fac l'an prochain. (Des bruits courent selon lesquels il voudrait faire à la fac un Institut de haut niveau, les autres étudiants étant envoyés dans des

facultés périphériques telles que Villeteuse où ils feront ce qu'ils pourront, avec le matériel et l'encadrement dont ils pourront disposer !)

— Enfin, étant donné la très mauvaise qualité de l'enseignement, il est évident que nous ne pouvons pas accepter un examen sélectif. La lutte contre la sélection est d'ailleurs un des axes principaux de lutte sur lequel compte s'engager l'Association Paris Sciences U.N.E.F. qui vient de se créer à la fac. Des succès sont possibles dans ce domaine à condition que nous sachions nous organiser et que nous sachions choisir des formes correctes de lutte.

PARIS-SCIENCES U.N.E.F

L'ETUDIANT de France.
N° 4. Janvier 1970